



N/Réf. : Délégation de Marseille - Service AGAF  
V/Réf. : 06138

Affaire suivie par : Patricia BASSO  
☎ : 04.26.22.30.12  
✉ : Patricia.BASSO@eaurmc.fr

COMMUNE DE  
THEOULE SUR MER

MAIRIE  
1 PLACE GENERAL BERTRAND  
06590 THEOULE SUR MER

Marseille, le 30 octobre 2023

CH  
après SD  
JOS  
GAB  
TLR

**Objet :** Décision d'aide n° 2023 6793

Madame ou Monsieur le Maire,

Comme suite à votre demande d'aide, j'ai le plaisir de vous faire savoir que l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse vous a accordé une subvention de **71 998,00 €** pour la réalisation de :

**Etude de faisabilité pour la création d'une zone de mouillages et d'équipements légers dans la baie de Théoule**

Je vous rappelle que l'opération doit être impérativement achevée et les documents de solde transmis au plus tard le **24/10/2027**. Si ces délais ne sont pas respectés, la subvention est annulée de plein droit. Vous trouverez ci-joint la décision attributive correspondante.

Veuillez agréer, Madame ou Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

P.J. : Décision attributive de subvention n° 2023 6793

Le Directeur général  
de l'Agence de l'Eau RMC par intérim

Nicolas CHANTEPY

**ANNEXE A LA LETTRE D'ENVOI DE LA  
DECISION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION**

**Pièces justificatives à transmettre pour le versement de l'aide**

(Aviser l'Agence de l'Eau 15 jours avant la réception des travaux pour lui permettre de prendre toutes les dispositions afin d'y participer ou de se faire, éventuellement, représenter).



**Relevé d'Identité Bancaire du compte sur lequel l'aide doit être versée.**



**Pour les modalités de versement de l'aide, se référer à l'article 4 « Versement des subventions » des clauses générales annexées à la Décision d'Aide Financière.**



**Copie des décomptes définitifs (marché(s) et honoraires), des factures et autres pièces de dépense.**



**PV de réception des travaux.**



**Etat des versements à transmettre selon le modèle ci-joint.**



**Pièces justificatives demandées dans les dispositions particulières de la décision attributive.**



**Rapport d'activité annuel ou rapport d'étude**



**Autres : .....**

## Etat récapitulatif détaillé des dépenses

(pour versement du solde)

Je soussigné, ..... (Nom prénom et qualité),

- atteste que les prestations ou travaux relatifs à « *Etude de faisabilité pour la création d'une zone de mouillages et d'équipements légers dans la baie de Théoule* », ont été exécutés conformément au projet retenu par l'Agence de l'eau (convention n° 2023 6793) et sont achevés depuis le ...../...../..... (préciser la date d'achèvement)
- certifie que le coût total final s'établit à ..... (préciser le montant total et le caractère HT ou TTC), conformément au détail ci-dessous, **présentant une décomposition des coûts par marchés, commandes :**

Date facture ou décompte	Fournisseur	Libellé	Date de paiement (1)	Montant (2)	
				HT	TTC
<b>Total</b>					

(1) ou date de mandatement

(2) lorsque le montant de la dépense n'est pas totalement imputable à l'opération aidée, seule la part relative à l'opération aidée doit être comptabilisée

- sollicite le versement du solde de l'aide.

Fait à \_\_\_\_\_, le  
Nom et qualité du signataire

Cachet et signature

- **joindre le RIB du compte bancaire sur lequel l'aide doit être versée,**
- **joindre, le cas échéant, les pièces spécifiques prévues par les clauses générales ou les dispositions particulières de la convention d'aide financière ou la décision attributive.**

Si le détail des dépenses fait l'objet d'un état annexe, il doit également être daté et signé (préciser le nom et la qualité du signataire).

L'agence se réserve le droit d'exiger au cas par cas, la présentation de tout ou partie des pièces de dépenses mentionnées dans l'état détaillé.

## Décision Attributive de Subvention n° 2023 6793 du 24 octobre 2023

N° opération : 418.2023.013-OSB

Subvention : 71 998,00 €

*La présente décision attributive, conforme à la décision attributive type (délibération n°2021-37 du 16/12/2021), visée par le Contrôleur Budgétaire le 03/12/2021, est constituée de la décision attributive de subvention et des clauses générales.*

TITULAIRE N° : 06138

SIRET N° : 210601381 00010

COMMUNE DE THEOULE SUR MER

MAIRIE

06590 THEOULE SUR MER

### L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE,

Vu la délibération 2021-37 du 16/12/2021, relative aux caractéristiques générales des aides et aux conditions d'attribution et de versement,

### DECIDE

Une subvention de 71 998,00 € est allouée à :

**COMMUNE DE THEOULE SUR MER**

pour la réalisation de l'opération suivante :

**Etude de faisabilité pour la création d'une zone de mouillages et d'équipements légers dans la baie de Théoule**

Cette subvention est calculée sur une dépense subventionnable prévisionnelle globale de **102855.0 € HT**

## Décision Attributive de Subvention

n° 2023 6793 du 24 octobre 2023

N° opération : 418.2023.013-OSB

Subvention : 71 998,00 €

*La présente décision attributive, conforme à la décision attributive type (délibération n°2021-37 du 16/12/2021), visée par le Contrôleur Budgétaire le 03/12/2021, est constituée de la décision attributive de subvention et des clauses générales.*

### DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPERATION :

Ce projet d'étude de création d'une zone de mouillages et d'équipements légers (ZMEL) dans la baie de Théoule recouvre les deux actions suivantes :

- la prestation d'élaboration de son cahier des charges avec l'ensemble des organismes compétents d'octobre 2020 à fin 2022,

- la prestation de réalisation de l'étude de définition et de faisabilité à compter de 2023 ; cette dernière comprend les étapes suivantes :

1) tranche ferme : phase 1 étude de faisabilité - phase 2 étude d'implantation, d'organisation et de gestion de la ZMEL ;

2) tranche conditionnelle : dossier de déclaration des autorisations réglementaires.

Le projet sera suivi par un comité de pilotage regroupant l'ensemble des services de l'Etat et les collectivités concernées, complété pour la concertation avec les principaux usagers.

### DISPOSITIONS PARTICULIERES :

Pour le solde financier des études, le titulaire est tenu de fournir un exemplaire du rapport en pdf autorisant la recherche plein texte, ainsi que les autres fichiers numériques si ils ont été prévus par le cahier des charges.

A Marseille, le 24 octobre 2023

Le Directeur général  
de l'Agence de l'Eau RMC par intérim



Nicolas CHANTEPY

### **ARTICLE 1 – TITULAIRE DE L'AIDE**

Le titulaire d'une aide de l'Agence de l'eau est responsable de la conformité du projet aidé vis-à-vis de la réglementation et notamment de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à sa mise en œuvre et du respect du code de la commande publique.

Sauf stipulation contraire, le titulaire de la présente décision/convention est réputé être le bénéficiaire de l'opération aidée.

En application du Règlement général européen sur la protection des données - « RGPD », le titulaire peut à tout moment accéder aux informations le concernant et faire rectifier les données inexactes ou demander leur suppression lorsque leur collecte ne relève pas d'une obligation légale. Ces droits d'accès et de rectification peuvent s'exercer auprès des services de l'agence.

### **ARTICLE 2 – DÉLAIS**

La date limite de fin d'exécution de la présente décision/convention/ d'aide financière est fixée à la date anniversaire des quatre ans à compter de la date de la signature de celle-ci par l'Agence, sauf dispositions particulières contraires ou prorogation de délais.

Les pièces justificatives de l'achèvement de l'opération et nécessaires au versement du solde de l'aide doivent être transmises et reçues par l'Agence au plus tard à la date limite d'exécution de la décision/convention. A défaut, l'Agence résiliera la décision/ convention ou la soldera en l'état et demandera le remboursement de tout ou partie des sommes versées.

Si aucune demande de paiement n'est intervenue dans un délai de 1 an à compter de la date de signature par l'Agence, la décision/ convention d'aide peut être annulée de plein droit par l'Agence.

### **ARTICLE 3 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à respecter les obligations ci-après. L'Agence appliquera des sanctions par réfaction définitive partielle ou totale de l'aide versée, entraînant éventuellement une demande de remboursement.

Obligations du titulaire :

- demander un accord préalable de l'Agence, avant d'engager toute modification du projet par rapport au descriptif de l'opération figurant sur le document contractuel (Convention d'Aide Financière ou Décision Attributive de Subvention),
- inviter l'Agence aux travaux des instances d'élaboration et de suivi des études, actions ou travaux, objets de la présente convention/décision,
- permettre à l'Agence ou à ses mandataires de contrôler l'exactitude des renseignements et des justificatifs fournis, de prendre connaissance des conditions de fonctionnement de l'installation aidée, de permettre toute visite de contrôle,
- conserver pendant une durée d'au moins quatre ans, à compter du versement du solde, les pièces techniques et financières concernées,
- pour les opérations comportant des études, le titulaire est tenu de transmettre les documents sous forme électronique, les rapports et annexes en pdf non modifiable et autorisant la recherche plein texte ainsi que tout fichier numérique pertinent. En application des articles L 124.1 à L 124.8 du *Code de l'environnement*, les résultats de l'étude sont mis à disposition du public (hors données confidentielles énumérées par la Convention D'Aarhus) et publiés sur [www.documentation.eauetbiodiversite.fr](http://www.documentation.eauetbiodiversite.fr),
- pour les opérations relatives à des ouvrages, le titulaire s'engage à les réaliser selon les règles de l'art, à les entretenir et à les maintenir dans un bon état de fonctionnement, à les exploiter avec le maximum d'efficacité et à assurer une destination satisfaisante aux boues d'épuration et sous-produits d'exploitation,
- en cas de cessation d'activité, d'abandon des ouvrages, de changement d'affectation ou de cession à un tiers, l'Agence se réserve la possibilité d'exiger le remboursement immédiat des aides accordées à concurrence de la durée d'amortissement restant à courir, fixée à une durée de cinq ans à partir de la date de solde.

Le titulaire de l'aide s'engage à faire connaître sous une forme appropriée que l'opération est aidée avec la participation financière de l'Agence de l'eau :

- pour toutes les actions d'information et de communication du maître d'ouvrage : par apposition du logo et référence à l'aide de l'Agence,
- pour les travaux d'un montant d'aide supérieur ou égal à 150 000 € et inférieur à 600 000 € : mise en place d'un panneau d'affichage temporaire comportant l'apposition du logo et référence à l'aide de l'Agence,
- pour les études : faire figurer en première page du rapport l'apposition du logo et la référence à l'aide de l'Agence,
- pour les travaux d'un montant d'aide supérieur ou égal à 600 000 € : obligation d'organiser une inauguration avec la presse (le carton d'invitation devra avoir été validé par l'Agence de l'eau), et d'apposer sur les ouvrages un panneau permanent comportant le logo et la référence à l'aide de l'Agence.

Les aides de l'Agence n'entraînent, pour leurs bénéficiaires, aucune modification de leur responsabilité qui reste pleine et entière.

#### **ARTICLE 4 – JUSTIFICATION DE LA DEPENSE**

La réalisation des opérations est justifiée par l'exécution complète et conforme et sur justification des dépenses réalisées, ainsi que la production des pièces complémentaires prévues par la convention/décision ou par la réglementation.

La réalisation des opérations sous forme de forfait et les opérations en régie est justifiée sur présentation d'une attestation du titulaire certifiant l'exécution complète et conforme de l'opération et précisant le montant détaillé des dépenses, ainsi que la production des pièces complémentaires prévues par la convention/décision ou par la réglementation.

Pour toutes les opérations, si l'ensemble des actions/durées prévues n'a pas été réalisé ou si le coût définitif de l'opération aidée est inférieur au montant de la dépense à justifier, le montant de la subvention versée est recalculé à la baisse en proportion des actions réalisées et/ou du coût justifié et retenu par l'Agence. Toutefois, l'aide est versée en totalité dès lors que le recalcul conduit à réduire l'aide prévue d'un montant inférieur ou égal à 50 €.

Le montant d'aide fixé par la convention/décision constitue un plafond qui ne peut être révisé à la hausse.

#### **ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS**

Les versements ne sont effectués que si le titulaire est en règle quant au paiement de toutes les sommes dues à l'Agence.

Le fractionnement des versements est fonction du montant de subvention accordé pour chaque opération :

5.1 Lorsque le montant de la subvention est inférieur à 10 000 €, elle est versée en une seule fois à l'achèvement de l'opération.

5.2 Lorsque le montant de la subvention est supérieur ou égal à 10 000 € et inférieur à 60 000 €, elle fait l'objet de deux versements au maximum :

- un acompte de 50 % sur justification de l'engagement de l'opération et pour les conventions d'aide financière au retour de la convention signée par le bénéficiaire,
- le solde à l'achèvement de l'opération.

5.3 Lorsque le montant de la subvention est supérieur ou égal à 60 000 €, elle fait l'objet de trois versements au maximum :

- un acompte de 50 %, sur justification de l'engagement de l'opération et pour les conventions d'aide financière au retour de la convention signée par le bénéficiaire,
- un acompte de 25% (conduisant à un montant cumulé versé de 75%) sur justification de la réalisation des 3/4 de l'opération conventionnée,
- le solde à l'achèvement de l'opération.

5.4 Des conditions de versements particulières pour les bénéficiaires associatifs peuvent être établies sur demande expresse lors du dépôt du dossier ; dans ce cas elles font l'objet de dispositions particulières définies par la convention/décision.

#### **ARTICLE 6 – AVANCES REMBOURSABLES**

Lorsque tout ou partie de l'aide est accordée sous forme d'avance remboursable, les modalités de versement et de remboursement sont fixées par les dispositions particulières.

#### **ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE L'EXECUTION**

L'Agence se réserve le droit de procéder à des contrôles ou essais, ou de les faire exécuter par tout organisme qu'elle aura mandaté à cet effet, en vue de vérifier la conformité de l'opération aidée aux termes de la demande d'aide ou de la convention/décision ou en vue de vérifier les éléments financiers déclarés. Ces contrôles ou essais peuvent être effectués avant le versement des aides ou dans un délai de quatre ans après le solde financier de l'opération.

En cas de non-conformité de ces éléments ou de non-respect des obligations générales ou particulières du bénéficiaire, au terme d'un délai de 2 mois de mise en demeure, l'Agence appliquera des sanctions par réfaction définitive partielle ou totale de son aide, entraînant éventuellement une demande de remboursement si le contrôle intervient après le versement du solde de l'opération.

#### **ARTICLE 8 – RÈGLEMENT DES CONTESTATIONS – LITIGES**

La présente convention/décision, constitue un contrat de nature administrative et les litiges qui se produiraient pour son application relèvent de la seule compétence du Tribunal Administratif de Lyon. Les contestations éventuelles feront toutefois l'objet d'une procédure préalable de conciliation.